

LE TEMPS

opinions Vendredi 10 juin 2011

Turquie, un miracle en équilibre

Par Dr Maria-Ruxandra Stoicescu

Un retour à l'autoritarisme est toujours possible, qu'il soit d'ordre militaire ou religieux. Analyse à l'approche des élections turques, par Maria-Ruxandra Stoicescu

La Turquie a le vent en poupe. Son économie et son système financier, libres d'investissements toxiques et du devoir de soutenir des banques privées avec de l'argent public, naviguent adroitement depuis 2008 dans les eaux troubles de la crise internationale. Selon un rapport de la Banque mondiale, le pays enregistrera une croissance de son PIB de 4,1% en 2011 (celle de la zone euro est de 1,7%), grâce à une demande intérieure accrue et aux investissements étrangers. En matière de politique étrangère, le «modèle turc» est considéré comme une voie privilégiée pour les démocraties naissantes du printemps arabe. Le pays se montre particulièrement entreprenant dans ses relations avec Israël, la Syrie, la Russie (avec laquelle les échanges économiques se sont fortement consolidés), l'Egypte, mais aussi avec ses alliés militaires et politiques de longue date, les Etats-Unis et l'Union européenne.

La Turquie a réussi à concilier des contrastes, c'est ce qui fait sa force. Pont géopolitique entre Orient et Occident (image qui fut longtemps le cheval de bataille de toutes les administrations turques dans le dialogue avec l'Occident), démocratie islamique qu'on pensait impossible, régimes militaires garants de l'ordre séculaire et des institutions démocratiques de base: ces dix dernières années, le pays a su se projeter globalement, et ce plus particulièrement après le début des négociations à l'intégration européenne en 2005. La Turquie devient ainsi une voix qu'on ne peut ignorer sur la scène internationale.

Voilà pourquoi les élections parlementaires du 12 juin, qui pourraient bien ouvrir la voie à une réforme constitutionnelle fondamentale, s'annoncent d'un très grand intérêt.

Si le Parti de la justice et du développement (AKP, d'orientation islamiste) obtient un troisième terme et bénéficie d'une majorité de deux tiers au parlement, il pourrait réécrire la Constitution. Il mettrait en place une république présidentielle à la place d'une parlementaire, et des mandats présidentiels de 5 ans, que l'actuel premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, est en train de briguer. Etant donné les réformes politiques introduites par l'AKP – liberté d'expression, justice plus transparente, plus de droits pour les minorités, non-interférence de l'armée dans les affaires de l'Etat – et la croissance économique qu'il a su cultiver en dix ans d'administration, on peut se demander où est le problème.

Mais il faut admettre par ailleurs que dans un pays comme la Turquie, dont la culture politique abrite des tendances autoritaires, cette constitution donnerait libre voie à la consolidation du pouvoir personnel et à la transformation d'une certaine élite politique et économique de l'AKP en oligarchie.

Le durcissement récent envers les critiques du parti au pouvoir, surtout des journalistes et écrivains,

ainsi qu'une forte rhétorique nationaliste mettant en échec la minorité kurde rappellent les excès tant contestés des anciennes administrations kémalistes et militaires. Sans équilibre des forces propre à un système parlementaire, on risque d'assister à une perte de vigueur démocratique et à l'effacement des groupes minoritaires en désaccord avec les dirigeants. Ce serait en quelque sorte un retour à la case départ, à l'autoritarisme pourtant combattu par le même AKP jusqu'en 2002.

Quid des autres forces politiques en compétition?

Le Cumhuriyet Halk Partisi (CHP), héritier de la tradition séculaire kémaliste, est l'opposant principal. Comme l'AKP, il soutient un rôle diminué de l'armée dans les affaires du pays, mais il s'est récemment ouvert à la minorité kurde, dont il essaie de sonder les demandes et les besoins.

Le Milliyetçi Hareket Partisi (MHP), le parti nationaliste turc, est troisième dans la course. Mais, comme le système électoral exige un minimum de 10% des voix pour accéder au parlement, ses chances sont incertaines.

Les candidats de la minorité kurde souvent préfèrent participer en indépendants, afin d'avoir plus de chance d'entrer au parlement.

Les experts ne doutent pas de la victoire de l'AKP. La question est de savoir de quelle majorité le parti va bénéficier et ce qu'il va faire avec. En plus, il ne faut pas oublier que, même si la situation économique turque est bonne en ce moment, la future administration devra tout de même affronter des perturbations. Le taux de chômage reste élevé, l'économie ralentira dans les deux à trois prochaines années, et les investissements étrangers peuvent à tout moment s'affaiblir, selon le climat international. Un régime plus autoritaire et renfermé sur soi aura plus de mal à exploiter le capital d'influence et d'attraction d'un «modèle turc» qui ne combine plus les contrastes, mais cherche à les unifier.

Ce que la situation politique et électorale turque souligne est que le danger de l'autoritarisme peut venir autant de la part des forces séculaires que de celles avec une orientation religieuse. Donc, la question n'est pas de savoir si la démocratie et l'islam sont compatibles, mais plutôt de se demander comment faire en sorte qu'aucune vision totalitaire ne s'empare de la société, fût-ce même au nom d'une plus grande liberté et prospérité économique.

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA